

II. L'épreuve orale de l'examen sur la connaissance suffisante de l'une ou de l'autre de ces langues consiste :

- 1° dans une conversation sur un sujet de la vie courante;
- 2° dans la lecture à haute voix d'un texte d'application courante se rapportant au droit notarial, au droit civil ou au droit commercial, suivie d'un interrogatoire relatif à ce texte.

L'épreuve écrite du même examen consiste :

- 1° dans la rédaction d'un exposé d'une trentaine de lignes dont le sujet est emprunté à la pratique journalière du notariat;
- 2° dans la réponse écrite à une ou plusieurs questions en rapport avec les usages courants en matière de notariat.

(La presse est priée de reproduire le présent avis.)

II. Het mondeling gedeelte van het examen over de voldoende kennis van de ene of van de andere van die talen bestaat in :

- 1° een onderhoud over een ontwerp uit het dagelijks leven;
- 2° het luidop lezen van een dagelijks toegepaste tekst betreffende het notarieel recht, het burgerlijk recht of het handelsrecht, gevolgd door een ondervraging betreffende die tekst.

Het schriftelijk gedeelte van hetzelfde examen bestaat in :

- 1° een opstel van ongeveer dertig regels waarvan het onderwerp aan de dagelijks praktijk van het notarisambt is ontleend;
- 2° het beantwoorden van één of meer vragen welke betrekking hebben op de gewone praktijk inzake het notarisambt.

(De pers wordt verzocht dit bericht op te nemen.)

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

30 JUILLET 1987

**Instructions pour l'application des lois sur la milice,
coordonnées le 30 avril 1962**

A MM. les Gouverneurs de province.

Pour information :

A M. le Ministre de la Défense nationale;
A M. le Ministre des Relations extérieures;
A MM. les Commissaires d'arrondissement;
A Mmes et MM. les Bourgmestres et Echevins;
A M. le Président du Conseil supérieur de Milice;
A MM. les Présidents des Conseils de Milice;
A MM. les Présidents des Conseils de Révision;
Au Commandant du Centre de Recrutement et de Sélection.

La présente circulaire a pour but d'attirer spécialement votre attention sur les diverses modifications introduites tant par la nouvelle législation sur la milice que par ses arrêtés d'exécution.

Section I

**LOI DU 16 JUI 1987 MODIFIANT LES LOIS SUR LA MILICE,
COORDONNÉES LE 30 AVRIL 1962 ET LES LOIS PORTANT LE
STATUT DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE, COORDONNÉES
LE 20 FEVRIER 1980.**

Cette loi, publiée au *Moniteur belge* du 19 juin 1987, produit ses effets au 1^{er} janvier 1987 et est en matière de sursis et de dispense applicable pour la première fois aux miliciens de la levée de 1988. Quant à l'article 14 qui concerne l'article 16 des lois coordonnées (LCM), il entrera seulement en vigueur le 1^{er} janvier 1988.

1. Inscription des étrangers devenus belges (art. 4)

Afin de permettre aux ressortissants étrangers qui acquièrent la nationalité belge d'accomplir leur service militaire le plus rapidement possible, l'inscription sur les listes de la levée en cours leur a été rendue possible. S'ils ne peuvent plus participer aux opérations de cette levée, ils seront rattachés à la levée suivante.

Ces miliciens doivent être inscrits sur les listes de milice de la commune où ils sont inscrits aux registres de la population au moment de l'acquisition de la nationalité belge.

Afin d'éviter une situation de réfractaire, il est instamment rappelé aux administrations communales qu'elles doivent veiller à ce que les renseignements nécessaires soient transmis entre le service de la population et le service de la milice dans les plus brefs délais afin que l'inscription sur les listes de milice se réalise dans les délais fixés par la législation.

2. Radiations des réfractaires (art. 5)

A l'instar des étrangers devenus belges, les réfractaires rayés du registre seront inscrits sur les listes de la levée en cours.

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

30 JULI 1987

**Onderrichtingen voor de toepassing van de dienstplichtwetten,
gecoördineerd op 30 april 1962**

Aan de heren Provinciegouverneurs.

Ter kennisgeving :

Aan de heer Minister van Landsverdediging;
Aan de heer Minister van Buitenlandse Betrekkingen;
Aan de heren Arrondissementscommissarissen;
Aan de dames en heren Burgemeesters en Schepenen;
Aan de heer Voorzitter van de Hoge Militieraad;
Aan de heren Voorzitters van de Militieraden;
Aan de heren Voorzitters van de Herkeuringsraden;
Aan de heer Bevelhebber van het Rekruterings- en Selectiecentrum.

Deze omzendbrief beoogt uw aandacht in het bijzonder te vestigen op de verschillende wijzigingen die zowel door de nieuwe wet met betrekking tot de dienstplicht als door haar uitvoeringsbesluiten zijn aangebracht.

Afdeling I

**WET VAN 16 JUNI 1987 HOUDENDE WIJZIGING VAN
DE DIENSTPLICHTWETTEN, GECOÖRDINEERD OP 30 APRIL 1962
EN VAN DE WETTEN HOUDENDE HET STATUUT VAN DE
GEWETENSBEZWAARDEN, GECOÖRDINEERD OP 20 FEBRU-
ARI 1980**

Deze wet, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 juni 1987, heeft uitwerking vanaf 1 januari 1987 en is, wat het uitstel en de vrijlating betreft, voor de eerste keer van toepassing op de dienstplichtigen van de lichte 1988. Het artikel 14 echter dat betrekking heeft op artikel 16 van de gecoördineerde wetten (GDW), treedt pas in werking op 1 januari 1988.

1. Inschrijving van de Belg geworden vreemdelingen (art. 4)

Ten einde de vreemde onderdanen die de Belgische nationaliteit verwerven in staat te stellen hun militaire dienst zo vlug mogelijk te volbrengen, werd het mogelijk gemaakt hen in te schrijven op de lijsten van de lopende lichte. Indien ze niet meer kunnen deelnemen aan de verrichtingen met deze lichte, worden ze bij de volgende lichte ingedeeld.

Deze dienstplichtigen moeten op de militielijsten gebracht worden van de gemeente waar zij in de bevolkingsregisters werden ingeschreven op het ogenblik van de verwerving van de Belgische nationaliteit.

Ten einde de toestand van wederspanning te vermijden worden de gemeentebesturen er met nadruk aan herinnerd dat zij er dienen op te letten dat de nodige inlichtingen binnen de kortste termijn tussen de dienst bevolking en de dienst milite worden doorgegeven opdat de inschrijving op de militielijsten binnen de wettelijke voorgeschreven termijn zou worden uitgevoerd.

2. Schraping van de wederspanningen (art. 5)

Zoals de Belg geworden vreemdelingen, worden de uit het register geschrapte wederspanningen ingeschreven op de lijsten van de lopende lichte.

Les miliciens visés aux 1. et 2. ci-avant pourront bien entendu, s'ils le désirent, introduire une demande de sursis, de dispense, d'exemption ou d'ajournement pour cause physique en application de l'article 16, § 1^{er}, 6^o de l'arrêté royal du 30 juillet 1987 portant exécution des lois coordonnées sur la milice.

A cet effet, il convient, à l'occasion de la notification de leur inscription sur les listes de milice ou de leur radiation du registre ad hoc, de leur remettre le formulaire de milice modèle n° 10 ainsi qu'un document les informant de la possibilité d'introduire une des demandes précitées et de la procédure à suivre en la matière.

Il est à noter que dorénavant le choix de la levée par le milicien n'est plus autorisé.

3. Devancement d'appel (art. 6 et 7)

Un sursis extraordinaire (art. 11 LCM) pourra être accordé au milicien qui demande ou est admis à servir par devancement d'appel. On peut ainsi rencontrer des situations graves et imprévisibles.

Afin de mettre les textes français et néerlandais en concordance, l'expression néerlandaise « vervroegde oproeping » remplace l'expression « vervroegde dienstneming ».

4. Sursis (art. 8)

Il est à noter tout d'abord que la numérotation a été modifiée suite à la suppression de certaines dispositions.

a) Soutien de famille (art. 10, § 1^{er}, 1^o LCM)

(1) Le montant maximum des ressources sera adapté chaque année pour tenir compte des variations de l'indice général des prix à la consommation.

(2) Désormais doit également être pris en considération, le décès ou l'âge de la mère et de l'aïeule, alors que l'ancienne législation ne visait que ceux du père et de l'aïeul.

b) Indispensable à une exploitation (art. 10, § 1^{er}, 2^o LCM)

Une distinction a été apportée selon que le milicien gère l'entreprise pour le compte de ses parents ou pour son propre compte. Si cette distinction est sans intérêt pour le sursis, elle a toutefois son importance pour la dispense (voir 6.f.).

c) Apprentis et étudiants (art. 10, § 1^{er}, 3^o, § 2, 1^o, §§ 3 à 5 LCM)

(1) Les miliciens liés par un contrat d'apprentissage conclu à l'étranger peuvent obtenir le sursis jusqu'à l'âge de 23 ans. Il leur incombe de fournir les documents justificatifs.

(2) Tous les étudiants de l'enseignement supérieur, quelle que soit la durée des études, pourront obtenir un sursis jusqu'à l'âge de 25 ans.

(3) Au lieu de réserver le sursis jusqu'à l'âge de 28 ans aux étudiants de disciplines déterminées, la règle nouvelle vise tout cycle d'études de six ans au moins, spécialisations incluses.

(4) Le sursis jusqu'à l'âge de 30 ans est limité aux étudiants qui suivent un enseignement les préparant à une œuvre de mission ou tardivement au ministère ecclésiastique.

(5) Les médecins qui se spécialisent pourront obtenir des sursis jusqu'à l'âge de 32 ans.

d) Les dispositions suivantes en matière de sursis ont été abrogées :

(1) Le sursis pour le milicien devenu veuf avec enfant(s); celui-ci peut bénéficier immédiatement de la dispense.

(2) Le sursis pour le personnel du fond de la mine, pour les ingénieurs du corps des mines et pour les étudiants en dernière année d'études d'ingénieur civil des mines et qui déclarent avoir l'intention de devenir ingénieurs du corps des mines.

(3) Les dispositions spécifiques pour les Belges résidant à l'étranger ou résidant effectivement et habituellement hors d'Europe.

(4) Le sursis pour l'inscrit dont un frère est sous les armes ou fait partie de la même levée.

(5) Le sursis pour le premier appelé d'une famille d'au moins cinq enfants.

(6) Le sursis en faveur des médecins et des vétérinaires ou les étudiants en dernière année de ces études et qui désirent bénéficier de l'article 16 des LCM.

Toutefois, des dispositions transitoires sont prévues à l'article 34 en faveur des mineurs ou des ingénieurs du corps des mines et des miliciens résidant effectivement et habituellement hors d'Europe.

De dienstplichtigen bedoeld in 1. en 2. kunnen wel te verstaan, indien zij dit wensen, een aanvraag indienen om uitstel, vrijlating of om vrijstelling of voorlopige afkeuring op lichamelijke grond met toepassing van artikel 16, § 1, 6^o van het koninklijk besluit van 30 juli 1987 tot uitvoering van de gecoördineerde dienstplichtwetten.

Te dien einde is het nodig dat hen, ter gelegenheid van de kennisgeving van hun inschrijving op de militielijsten of van hun schrapping uit het register ad hoc, een militiemodel nr. 10 wordt bezorgd samen met een document dat hen inlicht over de mogelijkheid vooraf te melden aanvragen in te dienen en over de te volgen procedure.

Er dient opgemerkt dat de lichtingskeuze door de dienstplichtige voortaan niet meer toegelaten is.

3. Vervroegde oproeping (art. 6 en 7)

Een buitengewoon uitstel (art. 11 GDW) kan worden verleend aan de dienstplichtige die vraagt om of toegelaten wordt tot vervroegde oproeping. Het wordt zodoende mogelijk het hoofd te bieden aan ernstige en onvoorzienbare toestanden.

Ten einde de Franse en Nederlandse tekst in overeenstemming te brengen is de uitdrukking « vervroegde dienstneming » vervangen door de term « vervroegde oproeping ».

4. Uitstel (art. 8)

Vooreerst dient opgemerkt dat de nummering gewijzigd werd ingevolge het wegvallen van bepaalde beschikkingen.

a) Kostwinners (art. 10, § 1, 1^o GDW)

(1) Het maximum-bedrag van de inkomsten zal ieder jaar worden aangepast rekening houdend met de schommelingen van het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen.

(2) Voortaan dient ook het overlijden of de leeftijd van de moeder of van de grootmoeder in aanmerking te worden genomen, terwijl de vorige wetgeving alleen met deze van de vader of van de grootvader rekening hield.

b) Onmisbaarheid voor een bedrijf (art. 10, § 1, 2^o GDW)

Een onderscheid wordt gemaakt tussen de dienstplichtige die een bedrijf leidt voor rekening van zijn ouders en deze die dit doet voor zijn eigen rekening. Al speelt dit onderscheid geen rol inzake uitstel, toch is het belangrijk voor de vrijlating (zie 6.f.).

c) Leerjongens en studenten (art. 10, § 1, 3^o, § 2, 1^o, §§ 3 tot 5 GDW)

(1) De dienstplichtigen, die verbonden zijn door een leerovereenkomst gesloten in het buitenland, kunnen uitstel verkrijgen tot de leeftijd van 23 jaar. Zij dienen de nodige documenten tot staving bij te brengen.

(2) Alle studenten in het hoger onderwijs kunnen, ongeacht de duur van de studie, een uitstel verkrijgen tot de leeftijd van 25 jaar.

(3) In plaats van het uitstel tot 28 jaar voor te behouden voor de studenten in bepaalde studierichtingen, slaat de nieuwe regeling op elke studiecycclus van ten minste zes jaar, specialisaties inbegrepen.

(4) Het uitstel tot de leeftijd van 30 jaar wordt beperkt tot de studenten die een onderwijs volgen dat hen op missiewerk of laat op het geestelijk ambt voorbereidt.

(5) De geneesheren die zich specialiseren kunnen uitstellen verkrijgen tot de leeftijd van 32 jaar.

d) Volgende bepalingen inzake uitstel zijn opgeheven :

(1) het uitstel voor de dienstplichtige weduwnaar met één of meer kinderen; deze kan rechtstreeks de vrijlating genieten.

(2) het uitstel voor het ondergronds mijnpersoneel, voor de rijksmijnningen en voor de studenten die voor het laatste jaar van de studie van burgerlijk mijnningénieur zijn ingeschreven en die verklaren de bedoeling te hebben rijksmijnningénieur te worden.

(3) de bijzondere bepalingen met betrekking tot de Belgen die in het buitenland verblijven of die werkelijk en gewoonlijk verblijf houden buiten Europa.

(4) het uitstel voor de ingeschrevene van wie een broeder onder de wapens is of ingedeeld is bij dezelfde lichteing.

(5) het uitstel voor de eerstopperopeene uit een gezin met ten minste vijf kinderen.

(6) het uitstel ten voordele van de geneesheren en van de dierenartsen of van de laatstejaarsstudenten in deze studiën die het bepaalde bij artikel 16 GDW wensen te genieten.

Overgangsbepalingen zijn evenwel opgenomen in artikel 34 ten gunste van de mijnwerkers of van de rijksmijnningen en van de dienstplichtigen die werkelijk en gewoonlijk verblijf houden buiten Europa.

C'est ainsi que les miliciens qui ont obtenu avec la levée de 1987 au moins un sursis sur base soit des articles 10, § 1er, 3^o ou 10, § 4, 2^o soit de l'article 10, § 4, 5^o de l'ancienne législation pourront obtenir sur ces bases autant de sursis qu'il est nécessaire pour bénéficier ultérieurement de la dispense prévue respectivement aux anciens articles 12, § 1er, 2^o et 12, § 1er, 1^o.

e) L'article 10, § 6 LCM reprend la disposition qui figurait à l'ancien article 13, étant entendu toutefois que le Conseil de Milice devient compétent pour connaître des demandes de sursis introduites au titre d'indispensable aux besoins d'une exploitation.

Il appartient aux commissaires d'arrondissement de transmettre aux gouverneurs de province les demandes de sursis conduisant à la dispense et introduites conformément à l'article 14, § 1er de l'arrêté royal portant exécution des LCM, à savoir les demandes d'indispensable soutien de famille et d'indispensable aux besoins d'une exploitation. De plus, comme dans le passé, la même procédure doit être suivie quant aux demandes des marins.

En ce qui concerne la notification des sursis ne conduisant pas à la dispense, les modèles 18 « Notification de la décision d'octroi de sursis » porteront désormais comme date celle à laquelle la décision a été prise, c'est-à-dire la date de la signature du document par le commissaire d'arrondissement, sans que cette date puisse être antérieure à celle du 1er mars. La notification des décisions sera faite au fur et à mesure de l'examen des dossiers qu'il importe de terminer au plus tard le 31 octobre.

5. Sursis extraordinaire (art. 9)

a) Le sursis pour le milicien veuf avec enfant(s) étant remplacé par une dispense sans sursis préalable, l'article 11 LCM a été adapté conséquemment pour le cas où les conditions requises sont réunies après l'expiration du délai réglementaire.

b) Par ailleurs, le sursis extraordinaire en cas de devancement d'appel pourra déjà être octroyé à partir de l'âge de 18 ans. La dispense comme indispensable soutien de famille ne pourra toutefois être accordée qu'à partir de l'âge de 24 ans, soit après octroi de six sursis.

6. Dispense (art. 10 et 12)

Suite à la suppression de certaines dispositions, la numérotation a été également modifiée.

a) Le milicien devenu veuf avec enfant(s) peut obtenir immédiatement la dispense.

b) L'inscrit ayant au moins un enfant à charge avant l'âge de 24 ans pourra être dispensé s'il est l'indispensable soutien de son ménage et s'il n'est pas porteur du diplôme de candidat en sciences médicales.

Les enfants concernés sont soit légitimes, soit reconnus, soit adoptés, soit recueillis depuis cinq ans au moins.

Il appartiendra au Conseil de Milice d'apprécier si le milicien doit être considéré comme l'indispensable soutien de son ménage compte tenu de l'ensemble des éléments versés à son dossier.

c) Les conditions pour qu'un second membre de la famille puisse obtenir la dispense sur base de l'appartenance à une famille d'au moins six enfants en vie sont plus limitées. Le fait que le premier bénéficiaire ait été sous les armes comme engagé volontaire n'ouvre pas le droit à la dispense à un second membre.

d) Seul le service accompli par un militaire soldé (frère ou sœur) peut être pris en compte comme service actif pour l'octroi d'une dispense sur base de deux services de frères.

e) En matière de dispense comme soutien de famille, les remarques formulées au point 4. a) sont également valables.

f) Pour obtenir la dispense comme indispensable aux besoins d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale après avoir bénéficié de cinq sursis, les conditions sont différentes selon qu'il s'agit d'une exploitation gérée pour le compte des parents du milicien ou gérée pour son propre compte.

Dans le premier cas, le milicien doit être orphelin de père ou de mère.

Quand il gère une exploitation pour son propre compte, il faut que le milicien soit orphelin de père et de mère et qu'il soit depuis deux ans au moins indispensable à l'exploitation.

g) Pour obtenir la dispense à la suite de l'acquisition de la nationalité belge, il faut que l'étranger ait obtenu cette qualité après l'âge de 32 ans au lieu de 25 ans.

Aldus kunnen de dienstplichtigen die met de lichte 1987 ten minste één uitstel verkregen hebben, hetzij op grond van artikel 10, § 1, 3^o of 10, § 4, 2^o, hetzij steunend op artikel 10, § 4, 5^o van de vorige wetgeving, op die gronden zoveel uitstellen verkrijgen als vereist is om later de vrijlating te kunnen genieten waarin respectievelijk voorzien was bij de vorige artikelen 12, § 1, 2^o en 12, § 1, 1^o.

e) Het artikel 10, § 6 GDW herneemt de bepaling van het vorige artikel 13, met dien verstande evenwel dat de Militieraad bevoegd wordt om kennis te nemen van de aanvragen om uitstel steunend op onmisbaarheid in een bedrijf.

De arrondissementscommissarissen zullen de aanvragen om uitstel dat tot vrijlating leidt en ingediend overeenkomstig artikel 14, § 1, van het koninklijk besluit tot uitvoering van de GDW, nl. de aanvragen steunend op het kostwinnerschap en op onmisbaarheid in een bedrijf, doorsturen naar de provinciegouverneurs. Bovendien zal, zoals in het verleden, dezelfde werkwijze gevolgd worden voor de aanvragen van de zeelieden.

Wat de kennisgeving betreft van de uitstellen die niet tot de vrijlating leiden, zullen de modellen 18 « kennisgeving van de beslissing tot uitstelverlening » voortaan voorzien zijn van de datum waarop de beslissing werd genomen, d.w.z. de datum van ondertekening van het document door de arrondissementscommissaris, er op lettend dat deze datum niet deze van 1 maart mag voorafgaan. De kennisgeving van de beslissingen geschiedt naar gelang van het onderzoek van de dossiers dat uiterlijk op 31 oktober dient te worden afgesloten.

5. Buitengewoon uitstel (art. 9)

a) Aangezien het uitstel voor de dienstplichtige weduwnaar met één of meer kinderen vervangen werd door een vrijlating zonder voorafgaand uitstel, werd artikel 11 GDW in die zin aangepast voor het geval waarin eerst na het verstrijken van de reglementaire termijn aan de wettelijke vereisten is voldaan.

b) Overigens kan het buitengewoon uitstel reeds vanaf de leeftijd van 18 jaar worden verleend ingeval van vervroegde oproeping. De vrijlating als onmisbare kostwinner kan evenwel pas vanaf de leeftijd van 24 jaar worden toegekend, dus na verlening van zes uitstellen.

6. Vrijlating (art. 10 en 12)

Ingevolge het wegvallen van enkele bepalingen werd de nummering eveneens gewijzigd.

a) De dienstplichtige weduwnaar geworden met één of meer kinderen kan rechtstreeks de vrijlating verkrijgen.

b) De ingeschrevene die ten minste een kind ten laste heeft voor de leeftijd van 24 jaar kan worden vrijgelaten indien hij de onmisbare kostwinner is van zijn gezin en zo hij niet houder is van het diploma van kandidaat in de geneeskundige wetenschappen.

De kinderen die in aanmerking komen zijn hetzij de wettige, hetzij de erkende, hetzij de aangenomen, hetzij de sinds ten minste vijf jaar opgenomen kinderen.

Het komt de Militieraad toe te oordelen of de dienstplichtige als de onmisbare kostwinner van zijn gezin moet worden beschouwd rekening houdend met het geheel van de in het dossier opgenomen elementen.

c) De voorwaarden voor de verlening van de vrijlating aan een tweede lid van een gezin met ten minste zes kinderen in leven werden meer beperkt. Het feit dat de eerste begunstigde als vrijwillige dienstnemer onder de wapens is geweest geeft aan een tweede lid geen recht meer op de vrijlating.

d) Enkel de dienst volbracht door een soldijtrekkende militair (broeder of zuster) kan als werkelijke dienst in aanmerking worden genomen voor de verlening van een vrijlating op grond van twee broederdiensten.

e) Met betrekking tot de vrijlating als kostwinner gelden eveneens de opmerkingen gegeven in punt 4. a).

f) Voor het verkrijgen van de vrijlating op grond van onmisbaarheid in een landbouw-, nijverheids- of handelsbedrijf na vijf uitstellen te hebben genoten, zijn de voorwaarden verschillend naar gelang het gaat om een bedrijf dat geleid wordt voor rekening van de ouders van de dienstplichtige dan wel voor zijn eigen rekening.

In het eerste geval dient de dienstplichtige wees te zijn van vader of moeder.

Indien hij een bedrijf leidt voor eigen rekening is vereist dat de dienstplichtige wees is van vader en moeder en dat hij reeds sedert ten minste twee jaar onmisbaar is in het bedrijf.

g) Om de vrijlating te verkrijgen als gevolg van de verwerving van de Belgische nationaliteit, is vereist dat de vreemdeling deze hoedanigheid verworven heeft na de leeftijd van 32 jaar in de plaats van na 25 jaar.

h) Les dispositions suivantes en matière de dispense ont été abrogées :

(1) la dispense pour les miliciens ayant résidé effectivement et habituellement hors d'Europe pendant cinq ans soit avant l'âge de 18 ans soit après cet âge.

(2) la dispense pour le personnel du fond de la mine et les ingénieurs du corps des mines.

Toutefois, l'attention est à nouveau attirée sur le fait que l'article 34 contient des dispositions transitoires visant ces deux catégories de miliciens pour autant que ceux-ci aient obtenu avec la levée de 1987 au moins un sursis sur ces bases respectives. Il y a lieu de se référer au point 4. d) (2) et (3).

Il va de soi que les miliciens de la levée de 1988 qui remplissent les conditions prévues aux articles 12, § 1er, 1^o et 12, § 1er, 2^o, de l'ancienne législation peuvent obtenir immédiatement la dispense.

De plus, si l'article 12, § 1er, 8^o de l'ancienne législation est abrogé, les dispositions relatives au retrait de la dispense restent d'application afin que les miliciens n'échappent pas à la sanction du retrait lorsqu'ils sont inscrits aux registres de population d'une commune belge avant le 31 décembre de l'année de leurs 23 ans.

A ce sujet, il est rappelé aux administrations communales les devoirs qui leur étaient imposés par la circulaire du 29 mai 1978.

i) L'article 12, § 2 LCM a été adapté pour tenir compte des modifications intervenues au § 1er et compte tenu du nouvel article 13. En outre, l'inscrit qui vient à remplir les conditions après l'expiration du délai réglementaire peut obtenir la dispense s'il introduit sa demande avant le 1er janvier de l'année de la levée (et non plus avant l'entrée au service).

j) En vertu de l'article 12, § 3 LCM, un second membre de la famille ne peut plus obtenir la dispense comme indispensable soutien de famille si le premier bénéficiaire a contracté un engagement volontaire.

k) Les dispositions du nouvel article 13 constituent un aménagement de l'ancien article 12, § 1er, 5^{o bis}.

Par rapport à cet ancien article, il convient de tenir compte des observations suivantes :

(1) pour le service de frère, la remarque formulée au point d) vaut également pour cette disposition.

(2) l'ordre des catégories a été modifié. Les qualités patriotiques ont été reprises en premier lieu, ensuite certaines situations des frères et sœurs et enfin la situation familiale.

(3) au littéra c), il convient de souligner que le décès en service commandé ne concerne plus que le frère ou la sœur.

Par ailleurs, la notion « par le fait du service » a été remplacée par celle de « service commandé » de manière à appliquer la même terminologie que celle utilisée dans la réglementation militaire.

(4) au littéra e), le nombre d'enfants en vie que la famille doit comporter est fixé à quatre au minimum.

(5) les diverses catégories constituant la condition supplémentaire seront déterminées annuellement par arrêté royal au lieu d'un arrêté ministériel.

(6) à titre exceptionnel, pour la levée de 1988, la matière est régie par l'article 41 qui remplace l'arrêté ministériel du 17 décembre 1986.

7. Exemption et ajournement pour cause physique (art. 24)

Une procédure spécifique est prévue pour les personnes placées sous statut de minorité prolongée.

Le § 3 de l'article 44 LCM, inséré par l'article 24, s'inspire de considérations humanitaires. Désormais, les personnes placées sous statut de minorité prolongée ne devront plus se présenter devant le Conseil de Révision. Le jugement prononcé par le tribunal de première instance conférant ce statut ainsi qu'une attestation du bourgmestre de la commune où il a sa résidence certifiant la permanence de ce statut suffiront pour que l'exemption soit accordée par ledit Conseil.

En ce qui concerne la procédure, il y a lieu de se référer aux commentaires de l'arrêté royal portant exécution des LCM.

8. Exemption par le Ministre de l'Intérieur (art. 14)

L'exemption prévue à l'article 16 LCM (coopération au développement) comporte d'importantes modifications. Contrairement aux autres dispositions, celle-ci n'entrera en vigueur qu'au 1^{er} janvier 1988. Par ailleurs, les arrêtés d'exécution seront pris prochainement.

h) De volgende bepalingen met betrekking tot de vrijlating zijn opgeheven :

(1) de vrijlating voor de dienstplichtigen die gedurende vijf jaar ofwel vóór ofwel na de leeftijd van 18 jaar werkelijk en gewoonlijk buiten Europa verbleven.

(2) de vrijlating voor het ondergronds mijnpersoneel en voor de rijksmijnningen.

De aandacht wordt evenwel nogmaals gevestigd op het feit dat artikel 34 overgangsbepalingen bevat voor beide voormelde categorieën dienstplichtigen voor zover dezen met de lichte 1987 ten minste één uitstel verkregen hebben op die respectievelijke gronden. Zie ook punt 4. d) (2) en (3).

Vanzelfsprekend kunnen de dienstplichtigen van de lichte 1988 die de voorwaarden gesteld bij de artikelen 12, § 1, 1^o en 12, § 1, 2^o van de vorige wetgeving vervullen rechtstreeks de vrijlating genieten.

Bovendien, alhoewel het artikel 12, § 1, 8^o van de vorige wetgeving opgeheven is, blijven de bepalingen met betrekking tot de intrekking van de vrijlating toepasselijk opdat de dienstplichtigen niet zouden ontsnappen aan de sanctie van intrekking wanneer zij in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente zijn ingeschreven vóór 31 december van het jaar waarin zij de leeftijd van 23 jaar bereiken.

In dit verband worden de gemeentebesturen herinnerd aan de taken die hen door de omzendbrief van 29 mei 1978 werden opgelegd.

i) Artikel 12, § 2 GDW werd aangepast ten einde rekening te houden met de in § 1 aangebrachte wijzigingen en met het nieuwe artikel 13. Bovendien moet de ingeschrevene die eerst na het verstrijken van de reglementaire termijn de voorwaarden vervult zijn aanvraag indienen vóór 1 januari van zijn lichtingsjaar (en niet meer vóór de aanvang van de dienst).

j) Krachtens artikel 12, § 3 GDW kan een tweede lid van het gezin niet langer de vrijlating genieten als onmisbare kostwinner wanneer de eerste begunstigde een vrijwillige dienstneming heeft aangegaan.

k) De bepalingen van het nieuwe artikel 13 zijn een aanpassing van het vorige artikel 12, § 1, 5^{o bis}.

In vergelijking met dit vorige artikel dient men rekening te houden met volgende opmerkingen :

(1) wat de broederdienst betreft geldt ook hier de onder punt d) geformuleerde opmerking.

(2) de voorrangorde der categorieën werd gewijzigd. De statuten van nationale erkentelijkheid komen op de eerste plaats, vervolgens bepaalde toestanden van broeders en zusters en tenslotte de gezinstoestand.

(3) in littera c) dient te worden onderlijnd dat het overlijden in gevallen dienst nog slechts slaat op de broeder of de zuster.

Overigens werd de uitdrukking « door het feit van de dienst » vervangen door deze van « bevolen dienst » om dezelfde terminologie te gebruiken als deze van de militaire reglementen.

(4) in littera e) werd het aantal kinderen in leven, dat een gezin moet tellen, op vier gebracht.

(5) een koninklijk besluit in plaats van een ministerieel besluit zal jaarlijks de verschillende categorieën bepalen die de bijkomende voorwaarde uitmaken.

(6) voor de lichte 1988 wordt deze zaak uitzonderlijk geregeld door het artikel 41 dat het ministerieel besluit van 17 december 1986 vervangt.

7. Vrijstelling en voorlopige afkeuring op lichamelijke grond (art. 24)

Er werd in een specifieke werkwijze voorzien voor de personen die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeren.

De § 3 van het artikel 44 GDW, ingevoegd door artikel 24, is ingegeven door humanitaire overwegingen. Voortaan dienen de personen die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeren zich niet meer aan te bieden voor de Herkeuringsraad. Het vonnis van de rechtbank van eerste aanleg dat die staat verleent, samen met een door de burgemeester van de gemeente waar hij verblijft afgeleverd getuigschrift waarin het voortduren van die staat wordt bevestigd, volstaan voor de verlening van de vrijstelling door voormelde Raad.

Voor de werkwijze dient men zich te richten naar de commentaar van het koninklijk besluit tot uitvoering van de GDW.

8. Vrijstelling door de Minister van Binnenlandse Zaken (art. 14)

De vrijstelling waarin voorzien is bij artikel 16 GDW (werk in een ontwikkelingsland) ondergaat belangrijke wijzigingen. In afwijking van de andere bepalingen treedt deze eerst in werking op 1 januari 1988. Overigens zullen de uitvoeringsbesluiten eerstdaags genomen worden.

9. Dispositions communes (art. 15 et 16)

a) Le remplacement du mot « famille » par le mot « ménage » n'a pas seulement pour but de mettre le texte français en concordance avec le texte néerlandais mais vise également à faire ressortir plus clairement la portée limitée que doit avoir cette disposition. L'application de celle-ci doit en effet être limitée aux personnes qui constituent un ménage, c'est-à-dire, en principe, aux parents et aux enfants et qui vivent dans le même logement.

b) Pour la notion « en service commandé », il y a lieu de se référer aux commentaires visés au point 6. k) (3).

10. Des demandes (art. 17)

La date limite pour l'introduction d'une demande tardive est désormais fixée au jour précédant le 1^{er} janvier de l'année de la levée (et non plus avant l'entrée en service), ceci afin d'éviter toute discrimination entre miliciens d'une même levée. Il convient de se référer également au point 6. i) et aux commentaires de l'arrêté royal portant exécution des LCM (voir section II).

Par ailleurs, le jour ad quem du délai à l'expiration duquel doivent être remplies les conditions pour obtenir un sursis ou une dispense sur base des articles 11, § 1^{er} et 12, § 2 est désormais explicitement fixé à la date à laquelle la demande est introduite.

11. Conseil de Milice (art. 20)

Il est clair, lorsque l'état de santé d'un membre de la famille du milicien est invoqué pour obtenir un sursis ou une dispense et que la personne malade réside à l'étranger, qu'il est difficile voire impossible d'obtenir un rapport d'expertise dans les conditions prévues à l'ancien article 28 LCM.

C'est pourquoi le Conseil de Milice a désormais non plus l'obligation mais la faculté, dans cette hypothèse, de désigner un médecin expert. En d'autres termes, il peut statuer sur pièces, par exemple sur base de certificats médicaux versés au dossier.

12. Juridictions de milice (art. 20, 22, 23, 25 et 26)

a) La prolongation du délai de huit à trente jours pour notifier les décisions du Conseil de Milice et du Conseil de Révision est justifiée par la difficulté de respecter le délai fixé antérieurement.

b) Pour attaquer les décisions des juridictions de milice, les miliciens disposent désormais d'un délai de trente jours (au lieu de quinze).

c) De même, le gouverneur dispose d'un délai de trente jours pour interjeter appel d'une décision du Conseil de Milice.

13. Libération (art. 29, 30 et 35)

La libération est supprimée. Seule existe désormais la possibilité pour le Ministre de la Défense nationale de mettre les miliciens en excédent à la disposition du Ministre de l'Intérieur. Celui-ci peut les affecter à la Protection civile ou à d'autres tâches d'intérêt général.

Toutefois, à titre exceptionnel, en vertu de l'article 35, le Ministre de la Défense nationale a accordé la libération du service actif aux miliciens de la levée de 1987 ayant au moins un enfant à charge avant l'âge de 24 ans et avant le 1^{er} janvier 1987.

14. Les autres modifications n'appellent pas de commentaires particuliers. Elles sont d'ordre purement technique. Il en est de même pour les modifications apportées à la législation sur l'objection de conscience.

15. Remarque d'ordre général

Avant la nouvelle impression des différents formulaires de milice, il convient d'adapter, si nécessaire, les imprimés en fonction de la nouvelle législation. En tout cas, il y a lieu, au verso des décisions des juridictions de milice, de remplacer le mot « quinze » par le mot « trente », délai pendant lequel le milicien peut attaquer une telle décision.

16. Délai spécial pour l'introduction des demandes de sursis ou de dispense (art. 40)

Les miliciens de la levée de 1988 pourront introduire, auprès de l'administration communale de leur domicile de milice, une demande de sursis ou de dispense dans les trente jours qui suivent la publication de la loi au *Moniteur belge*, soit avant le 20 juillet 1987.

Il va de soi que la période légale de référence pour ces demandes expire à cette date.

Ces demandes suivront la même procédure que les demandes introduites dans le courant du mois de janvier.

0. Gemeenschappelijke bepalingen (art. 15 en 16)

a) De vervanging van het woord « famille » door het woord « ménage » beoogt niet alleen het in overeenstemming brengen van de Franse tekst met de Nederlandse tekst, maar heeft eveneens tot doel duidelijker de beperkte draagwijdte te doen uitkomen die deze bepaling moet hebben. De toepassing van deze bepaling dient inderdaad te worden beperkt tot de personen die een gezin vormen, dit is, in principe, tot de ouders en de kinderen die onder hetzelfde dak wonen.

b) Voor het begrip « in bevolen dienst » zal men zich houden aan de in punt 6. k) (3) gegeven commentaar.

10. Aanvragen (art. 17)

De uiterste datum voor de indiening van een laattijdige aanvraag is voortaan bepaald op de dag vóór 1 januari van het lichtingsjaar (en niet langer voor de dag van aanvang van de dienst), dit om elke ongelijke behandeling van dienstplichtigen van een zelfde lichteing te vermijden. Er dient eveneens rekening te worden gehouden met punt 6. i) en met de commentaar van het koninklijk besluit tot uitvoering van de GDW (zie afdeling II).

Overigens wordt het tijdstip waarop de termijn verstrijkt en waarop de voorwaarden om een uitstel of een vrijlating te verkrijgen op grond van de artikelen 11, § 1 en 12, § 2 voortaan uitdrukkelijk vastgesteld op de dag waarop de aanvraag is ingediend.

11. Militieraad (art. 20)

Het is duidelijk dat, wanneer de dienstplichtige zich beroept op de gezondheidstoestand van een familielid om een uitstel of een vrijlating te verkrijgen en de zieke persoon in het buitenland verblijft, het moeilijk zomet onmogelijk is een deskundig verslag te verkrijgen onder de voorwaarden waarin bij het vorige artikel 28 GDW was voorzien.

Om deze reden is de Militieraad voortaan niet langer verplicht in dit geval een deskundig geneesheer aan te wijzen, al blijft de mogelijkheid hiertoe behouden. Hij mag met andere woorden een beslissing nemen, bijvoorbeeld steunend op de in het dossier opgenomen medische getuigschriften.

12. Militierechtscolleges (art. 20, 22, 23, 25 en 26)

a) De verlenging van de termijn voor de kennisgeving van de beslissingen van de Militieraad en van de Herkeuringsraad van acht tot dertig dagen is gerechtvaardigd door de moeilijkheid de termijn die vroeger was bepaald te eerbiedigen.

b) Om de beslissingen van de militierechtscolleges te bestrijden beschikken de dienstplichtigen voortaan over een termijn van dertig dagen (in de plaats van vijftien).

c) Zo ook beschikt de gouverneur over een termijn van dertig dagen om beroep in te stellen tegen een beslissing van de Militieraad.

13. Ontheffing (art. 29, 30 en 35)

De ontheffing is afgeschaft. Voortaan bestaat enkel nog de mogelijkheid voor de Minister van Landsverdediging de dienstplichtigen in overtal ter beschikking te stellen van de Minister van Binnenlandse Zaken. Deze kan hen aanwijzen voor de Civiele Bescherming of voor andere taken van algemeen belang.

Nochtans heeft de Minister van Landsverdediging bij wijze van uitzondering, krachtens artikel 35, de ontheffing van de werkelijke dienst verleend aan de dienstplichtigen van de lichteing 1987 die vóór de leeftijd van 24 jaar en vóór 1 januari 1987 ten minste één kind ten laste hebben.

14. De overige wijzigingen behoeven geen bijzonder commentaar. Zij zijn van zuiver technische aard. Hetzelfde geldt voor de wijzigingen aangebracht in de wetgeving houdende het statuut van de gewetensbezwaarden.

15. Algemene opmerking

In afwachting van de nieuwe druk van de verschillende militieformulieren dienen de bestaande, zo nodig, te worden aangepast aan de nieuwe wetgeving. Hoe dan ook is het vereist, op de keerzijde van de beslissingen der militierechtscolleges, het woord « vijftien » te vervangen door het woord « dertig » om de termijn binnen dewelke de dienstplichtige die beslissing kan bestrijden, mede te delen.

16. Bijzondere termijn voor de indiening van de aanvragen om uitstel en om vrijlating (art. 40)

De dienstplichtigen van de lichteing 1988 kunnen een aanvraag om uitstel of om vrijlating indienen bij het gemeentebestuur van hun militiewoonplaats binnen de dertig dagen die volgen op de bekendmaking van de wet in het *Belgisch Staatsblad*, dit is vóór 20 juli 1987.

Vanzelfsprekend neemt de wettelijke referentieperiode voor de indiening van die aanvragen een einde op die datum.

Voor deze aanvragen geldt dezelfde procedure als voor de aanvragen ingediend in de loop van de maand januari.

17. Entrée en vigueur (art. 42)

L'attention est à nouveau attirée sur les différents moments d'entrée en vigueur de cette nouvelle législation.

Section II

ARRETE ROYAL DU 30 JUILLET 1987
PORTANT EXECUTION DES LOIS SUR LA MILICE,
COORDONNEES LE 30 AVRIL 1962

Cet arrêté, publié au *Moniteur belge* de ce jour, remplace l'arrêté royal du 30 avril 1962.

1. Inscription (art. 1er)

Pour un milicien qui n'a jamais été inscrit aux registres de population en Belgique, il sera recherché dans l'ordre la dernière inscription de son père, ensuite de sa mère, puis de ses grands-parents paternels et enfin de ses grands-parents maternels. C'est cette dernière inscription qui déterminera le domicile de milice de l'intéressé. Il n'est donc plus nécessaire de remonter aux autres ascendants. Si aucune de ces personnes n'a été inscrite en Belgique, Bruxelles sera la commune de milice.

2. Inscription tardive (art. 5)

Le choix de la levée n'est plus donné à l'intéressé lors de son inscription. C'est désormais le principe consacré à plusieurs reprises par la nouvelle loi, à savoir : classe d'âge ou levée en cours.

Tout doit être mis en œuvre pour que le milicien concerné puisse subir l'examen médical d'aptitude pendant la levée en cours, au besoin le dernier jour de la remise du contingent. Si cette opération est manifestement impossible, il sera rattaché à la levée suivante.

3. Rétablissement dans le droit de servir après exclusion ou renvoi de l'armée (art. 9)

Le choix de la levée n'est plus donné à l'intéressé. Il sera rattaché à la levée en cours. Le deuxième alinéa du point 2. s'applique également ici.

4. Demandes (art. 12, 15, 16 et 18)

a) Remarque préalable

La demande d'une personne placée sous statut de minorité prolongée peut être introduite par son représentant légal.

b) Introduction auprès de la commune

L'article 14 a été subdivisé en paragraphes. Le § 1er reproduit l'ancien article 14 et le § 2 l'ancien article 15.

Le nouvel article 15 mentionne les délais pendant lesquels les pièces à produire pour l'exemption pour cause physique d'une personne placée sous statut de minorité prolongée doivent être fournies. Dès que l'administration communale est en possession de ces documents, il lui incombe de veiller à les transmettre sans retard au gouverneur de province.

c) Introduction auprès du gouverneur

(1) La demande émanant d'un second membre de la famille désirant obtenir la dispense comme indispensable soutien de famille doit désormais être introduite avant le 1er janvier de la levée à laquelle il appartient.

(2) Tous les miliciens qui apprennent leur rattachement à une levée après le 15 janvier de l'année précédant celle portant le millésime de cette levée pourront introduire une demande de sursis, de dispense, d'exemption ou d'ajournement pour cause physique dans le mois qui suit la notification. La rédaction de l'article 16, § 1er, 6° a été modifiée en ce sens.

Au moment de la notification, il convient de remettre en même temps au milicien concerné un formulaire de milice modèle n° 10 ainsi qu'un document l'informant de la possibilité d'introduire une des demandes précitées et de la procédure à suivre en la matière.

d) Introduction auprès du Ministre de l'Intérieur

Afin de mettre tous les miliciens d'une même levée sur le même pied, la demande d'exemption visée à l'article 16 LCM doit être introduite avant le 1er janvier de la levée à laquelle est rattaché le requérant.

5. Juridictions de milice (art. 20)

a) Si le milicien refuse de recevoir la notification d'une décision des juridictions de milice, celle-ci sera faite au bourgmestre en application de l'article 102, § 3 LCM.

17. Inwerkingtreding (art. 42)

De aandacht wordt opnieuw gevestigd op de verschillende tijdstippen van inwerkingtreding van deze nieuwe wetgeving.

Afdeling II

KONINKLIJK BESLUIT VAN 30 JULI 1987
TOT UITVOERING VAN DE DIENSTPFLICHTWETTEN,
GECOORDINEERD OP 30 APRIL 1962

Dit besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van vandaag, vervangt het koninklijk besluit van 30 april 1962.

1. Inschrijving (art. 1)

Indien een dienstplichtige nooit in de bevolkingsregisters in België ingeschreven is geweest zal men de laatste inschrijving opsporen van zijn vader, vervolgens van zijn moeder, nadien van zijn grootouders van vaderszijde en tenslotte van zijn grootouders van moederszijde. Het is deze laatste inschrijving die de militiewoonplaats van belanghebbende bepaalt. Het is dus niet langer vereist terug te gaan tot de andere bloedverwanten in de opklimmende linie. Zo geen der voormelde personen in België ingeschreven is geweest, is Brussel de militiewoonplaats.

2. Laattijdige inschrijving (art. 5)

De belanghebbende kan bij zijn inschrijving niet langer de lichte kiezen. Voortaan geldt de regel die herhaaldelijk in de nieuwe wet is vastgelegd, nl. indeling bij de leeftijdsklasse of bij de lopende lichte.

Alles zal worden in het werk gesteld om de betrokken dienstplichtige de keuring te doen ondergaan met de lopende lichte, zo nodig tot op de laatste dag gesteld voor de overgifte van het contingent. Indien dit duidelijk onmogelijk is zal hij bij de volgende lichte worden ingedeeld.

3. Herstel in het recht te dienen na uitsluiting of na wegzending uit het leger (art. 9)

De belanghebbende kan niet langer een lichte kiezen. Hij wordt ingedeeld bij de lopende lichte. Het tweede lid van punt 2. is hier eveneens van toepassing.

4. Aanvragen (art. 12, 15, 16 en 18)

a) Voorafgaande opmerking

De aanvraag van degene die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert mag door zijn wettelijke vertegenwoordiger worden ingediend.

b) Indiening bij het gemeentebestuur

Het artikel 14 werd in paragrafen onderverdeeld. § 1 herneemt het vorige artikel 14 en § 2 het vorige artikel 15.

Het nieuwe artikel 15 vermeldt de termijnen binnen dewelke de over te leggen stukken dienen te worden bijgebracht voor de vrijstelling op lichamelijke grond van een persoon die in de staat van verlengde minderjarigheid verkeert. Zodra het gemeentebestuur in het bezit is van deze documenten dient het ervoor te zorgen deze onverwijld door te sturen naar de provinciegouverneur.

c) Indiening bij de gouverneur

(1) De aanvraag uitgaande van een tweede gezinslid dat de vrijlating als onmisbare kostwinner wenst te genieten dient voortaan vóór 1 januari van zijn lichtingsjaar te zijn ingediend.

(2) Alle dienstplichtigen die kennis krijgen van hun indeling bij een lichte na 15 januari van het jaar vóór dat waarnaar die lichte is genoemd kunnen binnen de maand die volgt op de kennisgeving een aanvraag indienen om uitstel, om vrijlating, om vrijstelling of om voorlopige afkeuring op lichamelijke grond. De tekst van artikel 16, § 1, 6° werd in deze zin gewijzigd.

Samen met de kennisgeving dient aan de betrokken dienstplichtige een militieformulier model nr. 10 te worden bezorgd alsook een document dat hem inlicht over de mogelijkheid voormelde aanvragen in te dienen en de daartoe te volgen werkwijze.

d) Indiening bij de Minister van Binnenlandse Zaken

Ten einde alle dienstplichtigen van een zelfde lichte op gelijke wijze te behandelen dient de aanvraag om de vrijstelling, bedoeld bij artikel 16 GDW, ingediend te zijn vóór 1 januari van het lichtingsjaar.

5. Militierechtscolleges (art. 20)

a) Ingeval de dienstplichtige weigert de kennisgeving van een beslissing van de militierechtscolleges in ontvangst te nemen, zal deze geschieden aan de burgemeester en het toepassing van artikel 102, § 3 GDW.

b) Dans le cas d'un renvoi devant un autre Conseil de Révision, il n'est plus fait mention de date pour la cessation de la compétence ni pour la prise de décision; il est désormais fait référence aux sessions des juridictions de milice fixées par arrêté ministériel.

Section III

ARRETE MINISTERIEL DU 30 JUILLET 1987 FIXANT LES SESSIONS DES JURIDICTIONS DE MILICE AINSI QUE L'EPOQUE A LAQUELLE ONT LIEU LES EXAMENS MEDICAUX A DOMICILE

Cet arrêté, publié au *Moniteur belge* de ce jour, remplace l'arrêté ministériel du 1er avril 1977 fixant les sessions des juridictions de milice.

1. Conseil de Milice (art. 1er et 2)

a) La session ordinaire est prolongée jusqu'au 30 novembre de la levée à laquelle appartient le milicien pour l'examen des demandes introduites sur base de l'article 16, § 1er, 2° à 5° de l'arrêté royal susvisé.

b) La juridiction connaît en tout temps des demandes introduites sur base de l'article 16, § 1er, 1° et 6° du même arrêté royal.

2. Conseil de Révision (art. 5, 6 et 7)

a) La session ordinaire est prolongée de deux mois pour l'examen des demandes d'exemption ou d'ajournement pour cause physique.

b) Au cours de la deuxième session ordinaire, le conseil de révision connaîtra de l'examen médical à domicile et des dossiers de personnes placées sous statut de minorité prolongée.

c) La troisième session ordinaire regroupe les sessions visées aux subdivisions b et c de l'ancienne réglementation.

d) Le Conseil de Révision peut connaître en tout temps des demandes d'exemption ou d'ajournement introduites sur base de l'article 16, § 1er, 6° de l'arrêté royal précité.

e) Enfin, la fixation de l'époque des examens médicaux à l'étranger est reprise dans un article distinct.

Le Ministre,
J. Michel

Annexe

Principales modifications apportées
par la loi du 16 juin 1987

Sursis (article 10 actuel — article 8 de la loi).

A. Jusqu'à 23 ans (5 sursis) :

Ancien régime	Nouveau régime
1. Indispensable soutien de famille	
Conditions : il faut que :	
— l'appoint des ressources soit indispensable	Inchangé
— le père ou l'aïeul soit décédé ou ait plus de 60 ans	+ mère et aïeule
— l'ensemble des ressources de la famille soit inférieur à 240 000 francs, augmenté d'un quart par personne à charge	+ adaptation annuelle et automatique du montant à l'évolution de l'index
2. Père veuf avec un ou plusieurs enfants	Dispense immédiate

b) Voor de dossiers die naar een andere Herkeuringsraad zijn verwezen is er niet langer een datum van verval van bevoegdheid, noch een datum vóór dewelke een beslissing dient te zijn genomen, vermeld; men dient zich voortaan te houden aan de bij ministerieel besluit vastgestelde zittijden van de militierechtscolleges.

Afdeling III

MINISTERIEEL BESLUIT VAN 30 JULI 1987 TOT VASTSTELLING VAN DE ZITTIJDEN VAN DE MILITIERECHTSCOLLEGES EN VAN HET TIJDVAK WAARIN DE KEURINGEN IN HET BUITENLAND PLAATSVINDEN

Dit besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van vandaag, vervangt het ministerieel besluit van 1 april 1977 tot vaststelling van de zittijden van de militierechtscolleges.

1. Militieraad (art. 1 en 2)

a) De gewone zittijd is verlengd tot 30 november van het lichtingsjaar van de dienstplichtige voor het onderzoek van de aanvragen ingediend met toepassing van artikel 16, § 1, 2° tot 5° van voormeld koninklijk besluit.

b) Het college neemt te allen tijde kennis van de aanvragen ingediend met toepassing van artikel 16, § 1, 1° en 6° van hetzelfde koninklijk besluit.

2. Herkeuringsraad (art. 5, 6 en 7)

a) De gewone zittijd is met twee maanden verlengd voor het onderzoek van de aanvragen om vrijstelling of om voorlopige afkeuring op lichamelijke grond.

b) Tijdens de tweede gewone zittijd neemt de Herkeuringsraad kennis van de keuring ten huize en van de dossiers van de personen die in staat van verlengde minderjarigheid zijn verklaard.

c) In de derde gewone zittijd werden de zittijden vermeld in de onderverdeling b en c van de vorige reglementering samen hernomen.

d) De Herkeuringsraad kan te allen tijde kennis nemen van de aanvragen om vrijstelling of om voorlopige afkeuring op lichamelijke grond ingediend met toepassing van artikel 16, § 1, 6° van voormeld koninklijk besluit.

e) Tenslotte werd het tijdvak waarin de keuringen in het buitenland plaatsvinden in een afzonderlijk artikel vermeld.

De Minister,
J. Michel

Bijlage

Belangrijkste wijzigingen aangebracht
door de wet van 16 juni 1987

Uitstel (huidig artikel 10 — artikel 8 van de wet).

A. Tot 23 jaar (5 uitstellen) :

Vorig stelsel	Nieuw stelsel
1. Kostwinner	
Voorwaarden : geboden is dat :	
— het ingebracht inkomen onmisbaar is	Onveranderd
— de vader of grootvader overleden is of 60 jaar oud geworden is	+ moeder en grootmoeder
— het samengevoegd inkomen van het gezin niet meer bedraagt dan 240 000 frank verhoogd met één vierde per persoon ten laste	+ jaarlijkse en automatische aanpassing van het bedrag volgens het verloop van het indexcijfer
2. Vader weduwnaar met één of meer kinderen	Onmiddellijke vrijlating

Ancien régime	Nouveau régime	Vorig stelsel	Nieuw stelsel
3. Ingénieur du corps des mines + personnel du fond de la mine	Supprimé, mais dispositions transitoires	3. Rijksmijnningenieurs + ondergronds mijnpersoneel	Afgeschaft, maar overgangsbe-palingen
4. Frère sous les armes ou de la même levée	Supprimé	4. Broeder onder de wapens of van dezelfde lichteing	Afgeschaft
5. Premier appelé d'une famille de cinq enfants	Supprimé	5. Eerstopgeroepene uit een gezin met vijf kinderen	Afgeschaft
6. Etudiants + apprentis	Inchangé	6. Leerlingen en studenten + jongeren onder leercontract	Onveranderd
7. Indispensable à une exploitation agricole, industrielle ou commerciale	Inchangé	7. Onmisbaar voor een landbouw-, nijverheids- of handelsbedrijf	Onveranderd
8. Résidents à l'étranger	Supprimé	8. Personen diē in het buitenland verblijven	Afgeschaft
B. Jusqu'à 25 ans (7 sursis) :		B. Tot 25 jaar (7 uitstellen) :	
Ancien régime	Nouveau régime	Vorig stelsel	Nieuw stelsel
1. Etudiants d'université ou d'enseignement supérieur, comptant un cycle d'études de 3 ans au moins	Condition de 3 ans supprimée	1. Studenten aan de universiteit en de hogere onderwijsinrichtingen met een studiecycclus van ten minste drie jaar	Voorwaarde van 3 jaar afgeschaft
2. Marins et pêcheurs	Inchangé	2. Zeelieden en vissers	Onveranderd
C. Jusqu'à 28 ans (10 sursis) :		C. Tot 28 jaar (10 uitstellen) :	
Ancien régime	Nouveau régime	Vorig stelsel	Nieuw stelsel
Etudiants en médecine, médecine vétérinaire, ingénieurs des mines, sciences nucléaires	Tous les étudiants d'université ou d'enseignement supérieur dont le cycle d'études est de 6 ans, en ce compris les spécialisations	Studenten in de geneeskunde, de veeartsenijkunde, mijnningenieurs, nucleaire wetenschappen	Alle universiteitsstudenten van het hoger onderwijs waarvan de studiecycclus 6 jaar is, hierin begrepen de specialisatie
D. Jusqu'à 30 ans (12 sursis) :		D. Tot 30 jaar (12 uitstellen) :	
Ancien régime	Nouveau régime	Vorig stelsel	Nieuw stelsel
1. Etudiants en médecine (dernière année) ou médecins désirant se spécialiser	Supprimé : cf. point E	1. Eindejaarsstudenten in de geneeskunde of geneesheren die zich wensen te specialiseren	Afgeschaft : zie punt E
2. Ingénieurs des mines ou se destinant à la mine	Supprimé, mais dispositions transitoires	2. Rijksmijnningenieurs of ingénieurs die zich voorbereiden tot het mijnwezen	Afgeschaft, maar overgangsbe-palingen
3. Missionnaires	Inchangé	3. Missionarissen	Onveranderd
4. Médecins désirant faire de la coopération	Supprimé	4. Geneesheren die in de ontwikkelingslanden ingeschakeld willen worden	Afgeschaft
5. Résidents hors d'Europe	Supprimé, mais dispositions transitoires	5. Personen die buiten Europa verblijven	Afgeschaft, maar overgangsbe-palingen
E. Jusqu'à 32 ans (14 sursis) :		E. Tot 32 jaar (14 uitstellen) :	
Ancien régime	Nouveau régime	Vorig stelsel	Nieuw stelsel
—	Médecins qui se spécialisent	—	Geneesheren die zich specialiseren
Dispenses (article 12 actuel — article 10 de la loi).		Vrijlatingen (huidig artikel 12 — artikel 10 van de wet).	
Ancien régime	Nouveau régime	Vorig stelsel	Nieuw stelsel
1. Résidence hors d'Europe pendant 5 ans après l'âge de 18 ans	Supprimé, mais dispositions transitoires	1. Verblijfplaats buiten Europa gedurende 5 jaar na de leeftijd van 18 jaar	Afgeschaft, maar overgangsbe-palingen
2. Personnel des mines	Supprimé, mais dispositions transitoires	2. Mijnpersoneel	Afgeschaft, maar overgangsbe-palingen
3. Marins et pêcheurs	Inchangé	3. Zeelieden en vissers	Onveranderd
4. Membre d'une famille nombreuse (cinq frères ou sœurs en vie)	Inchangé	4. Lid van een groot gezin (vijf broers of zusters in leven)	Onveranderd

Ancien régime	Nouveau régime	Vorig stelsel	Nieuw stelsel
5. Deux services de frère	Inchangé, mais le service doit être fait comme milicien soldé (et non plus comme volontaire à l'armée ou à la gendarmerie)	5. Twee broederdiensten	Onveranderd, maar de dienst moet als soldijtrekkende dienstplichtige vervuld worden (en niet meer als vrijwilliger of bij de rijkswacht)
6. Un service de frère (+ arrêté ministériel fixant des conditions supplémentaires) :		6. Een broederdienst (+ ministerieel besluit tot vaststelling van bijkomende voorwaarden) :	
— avoir un membre de la famille ayant une qualité patriotique	Inchangé	— een familielid hebben met een vaderlandslievende hoedanigheid	Onveranderd
— appartenir à une famille de x enfants	Minimum 4 enfants en vie	— deel uitmaken van een gezin met x kinderen	Minimum 4 kinderen in leven
et, :		en, :	
cu		of	
— être marié avec charge d'enfant	Supprimé	— gehuwd zijn met kinderlast	Afgeschaft
— être seul soutien de famille	Supprimé	— kostwinner van een gezin	Afgeschaft
— n'être pas candidat en sciences médicales	Supprimé	— geen kandidaat zijn in de medische wetenschappen	Afgeschaft
ou		of	
lorsque les ressources cumulées du père et de la mère sont inférieures à un certain montant (fixé par arrêté royal)	Inchangé	wanneer het samengevoegd inkomen van de vader en de moeder een bepaald bedrag niet overschrijdt (bedrag vastgesteld bij koninklijk besluit)	Onveranderd
7. Belge après 25 ans	Belge après 32 ans	7. Belg na 25 jaar	Belg na 32 jaar
8. a) Indispensable soutien de famille	Inchangé	8. a) Onmisbare kostwinner van het gezin	Onveranderd
b) Père veuf avec enfants	Inchangé : mais désormais sans sursis préalable	b) Vader weduwnaar met kinderen	Onveranderd : maar voortaan zonder voorafgaand uitstel
c) Cas a ou b quand décès en cours de service	Inchangé	c) Geval a of b indien overlijden tijdens de dienst	Onveranderd
9. Résidents hors d'Europe avant l'âge de 18 ans	Supprimé	9. Personen die buiten Europa verblijven vóór de leeftijd van 18 jaar	Afgeschaft
10. Orphelin de père et de mère et être indispensable à une exploitation agricole, commerciale ou industrielle, pour son compte, pour autant qu'on ait obtenu deux sursis préalables à ce titre	— Orphelin de père et de mère, et être indispensable à l'exploitation agricole... à laquelle il se livre pour son compte, si 2 sursis préalables ont été obtenus à ce titre	10. Wees van vader en moeder en onmisbaar zijn voor een landbouw-, nijverheids- of handelsbedrijf voor eigen rekening, voor zover men twee voorafgaande uitstellen uit dien hoofde heeft verkregen	— Wees van vader en moeder en onmisbaar voor landbouw... bedrijf dat hij drijft voor eigen rekening, indien hij uit dien hoofde 2 voorafgaande uitstellen heeft verkregen
	— Orphelin de père ou de mère indispensable à l'exploitation... à laquelle il se livre pour le compte du survivant		— Wees van vader of moeder onmisbaar voor landbouw... bedrijf dat hij drijft voor rekening van de overlevende
11. —	Avoir un enfant avant 24 ans, être l'indispensable soutien de son ménage et n'être pas candidat en médecine	11. —	Een kind hebben vóór 24 jaar, onmisbare kostwinner zijn van het gezin en geen kandidaat in de geneeskunde zijn

Libération

Ancien régime	Nouveau régime
a) Deuxième d'une famille de six enfants, si un frère, comme membre d'une grande famille, a été précédemment libéré, dispensé ou a obtenu un sursis illimité, au moins 5 ans auparavant	Supprimé
b) Avoir un enfant avant 24 ans	Supprimé. Cependant accordée, à titre exceptionnel, pour la levée de 1987.

En cas d'excédent

Le principe contenu à l'ancien article 87bis subsiste : par rapport aux nécessités du contingent les miliciens excédentaires peuvent être affectés à la protection civile ou à des tâches d'intérêt général avec leur accord.

Ontheffing

Vorig stelsel	Nieuw stelsel
a) Tweede lid van een gezin van zes kinderen indien een broer, als lid van een groot gezin, vroeger werd ontheven of een onbepaald uitstel heeft verkregen, ten minste 5 jaar voordien	Afgeschaft
b) Een kind hebben vóór de leeftijd van 24 jaar	Afgeschaft. Wordt echter nog ten uitzonderlijke titel verleend met de lichte 1987

In geval van overtal

Het beginsel van het vorig artikel 87bis blijft bestaan : in verhouding tot de behoeften van het contingent kunnen de dienstplichtigen in overtal, met hun instemming, worden ingedeeld bij de civiele bescherming of taken van algemeen belang te vervullen krijgen.